

Emmanuel Godin, Natalya Vince (dir.)- France and  
the Mediterranean. International Relations,  
Culture and Politics (Nicolas Badalassi)

Nicolas Badalassi

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/6804>

DOI : 10.4000/cdlm.6804

ISSN : 1773-0201

**Éditeur**

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

**Édition imprimée**

Date de publication : 15 décembre 2012

Pagination : 317-320

ISBN : 9782914561594

ISSN : 0395-9317

**Référence électronique**

Nicolas Badalassi, « Emmanuel Godin, Natalya Vince (dir.)- France and the Mediterranean.  
International Relations, Culture and Politics (Nicolas Badalassi) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne],  
85 | 2012, mis en ligne le 24 août 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : [http://  
journals.openedition.org/cdlm/6804](http://journals.openedition.org/cdlm/6804) ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.6804>

---

Emmanuel Godin, Natalya Vince (dir.),  
*France and the Mediterranean. International  
Relations, Culture and Politics*, Berne, coll. « Modern  
French Identities », Peter Lang, 2012, 354 p.

Dirigé par Emmanuel Godin et Natalya Vince, cet ouvrage apparaît essentiel pour qui veut comprendre les tenants et les aboutissants de la politique méditerranéenne de la France sous la V<sup>e</sup> République, en particulier durant les mandats de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy. Ce livre prend d'autant plus d'importance dans l'historiographie actuelle qu'il tient compte des bouleversements politiques et sociaux engendrés par le « Printemps arabe » tel qu'il s'est développé dans les premiers mois de l'année 2011.

Scindé en trois parties, il relève à la fois de l'histoire, de la science politique et des sciences de la communication. La première partie se concentre sur les relations proprement diplomatiques nouées par la France avec les pays du sud de la Méditerranée tandis que la deuxième partie s'intéresse à la notion de dialogue culturel. Les derniers chapitres s'attachent quant à eux aux sujets brûlants que sont la mémoire postcoloniale et les politiques d'ethnicité. Au total, cet ouvrage recouvre un ensemble de thèmes hétéroclites abordés par des chercheurs provenant de diverses disciplines mais qui, finalement, tentent de répondre à une seule et même problématique : la France exerce-t-elle toujours une influence en Méditerranée ? Quelles sont les forces et les faiblesses de la politique française à l'égard des pays arabes ?

En posant ces deux interrogations, on touche à un problème majeur soulevé par les auteurs dès les premiers chapitres : faut-il parler de politique méditerranéenne ou de politique arabe de la France ? Si le titre de l'ouvrage semble trancher la question, la réponse ne va pas de soi, d'où un développement passionnant sur le concept même de Méditerranée. Nous constatons ainsi, grâce à l'article de Jean-Yves Moisseron et de Manar Ezzat Bayoumi, qu'alors que les Européens – et les Français en particulier – s'inscrivent en permanence dans la vision gréco-romaine du *Mare Nostrum*, la Méditerranée n'a que très peu de signification dans l'imaginaire et les représentations des peuples d'Afrique du Nord. Cela explique pourquoi la diplomatie française préfère employer l'expression de « politique arabe », qui a une connotation positive au Maghreb, plutôt que celle de « politique méditerranéenne ».

Toutefois, quelle que soit la terminologie employée, la première partie de ce livre tend à démontrer la continuité de la politique déployée par les dirigeants français à l'égard des pays arabes, les États européens riverains de la Méditerranée n'étant pas pris en compte dans cet ouvrage. De Charles de Gaulle à Nicolas Sarkozy, la France maintient un objectif identique : préserver son influence dans ce qu'elle considère comme son pré-carré. Même depuis 2007, et contrairement aux assertions du président Sarkozy au moment de son élection, aucune « rupture » n'est perceptible à ce niveau-là, si ce n'est sur les moyens de maintenir cette influence. Au strict bilatéralisme de l'ère gaullienne a fait place dès les années 1970 une volonté de la part des chefs d'État français d'europaniser la politique méditerranéenne de la France, celle-ci court-circuitant de la sorte les efforts de ses partenaires (notamment espagnol et italien) cherchant à se poser en chefs de file européens sur les questions méditerranéennes. L'europanisation est aussi une manière de contrebalancer les efforts de l'Allemagne qui, surtout depuis la fin de la guerre froide, a vu son influence s'accroître fortement dans les anciens pays du bloc soviétique. Paris tente ainsi de tirer l'Europe vers le sud au moment où Berlin ne cesse de regarder vers l'Est. C'est ce que montre de manière parfaitement limpide Ivano Bruno lorsqu'il revient sur les premières tentatives de dialogue euro-arabe lancées par Georges Pompidou au début de la décennie 1970, sur le processus de Barcelone qui, en 1995, a instauré le partenariat euro-méditerranéen et, bien sûr, sur le projet d'Union pour la Méditerranée (UPM) qui tenait tant à cœur à Nicolas Sarkozy et dont l'auteur expose très bien les enjeux. Il montre notamment comment le président français, qui souhaitait intégrer à l'UPM seulement les pays riverains de la Méditerranée, a dû se raviser face au mécontentement d'Angela Merkel.

L'un des pivot de cet ouvrage est certainement la contribution rédigée par David Styan sur les relations franco-libyennes : il y démontre comment on est passé d'un resserrement spectaculaire des liens diplomatiques et économiques entre les deux pays durant la période 2003-2010 à la rupture brutale de 2011. Néanmoins, et il s'agit là d'un point qui mérite d'être souligné, tant le rapprochement des années 2000 que la cassure de 2011 ne sont propres à la France : la grande majorité des pays de l'OCDE n'a eu de cesse, depuis la décennie 1990, de chercher à s'immiscer sur le marché libyen, tout comme ils ont eux aussi rompu leurs relations diplomatiques avec Tripoli lorsque les affrontements entre pro- et anti-Kadhafi se sont amplifiées.

Le Printemps arabe et ses aspects purement diplomatiques apparaissent ainsi en filigrane tout au long de la première partie de l'ouvrage. Quant à ses conséquences humaines, elles relèvent d'un thème majeur de la vie politique française depuis les années 1970 : l'immigration. Car s'il est bien un sujet qui participe de l'élaboration de la politique méditerranéenne de la France, c'est celui-là. Deux chapitres lui sont consacrés : tandis que celui de Bruno Lévassier s'intéresse à la manière dont les « artistes engagés » de gauche se sont appuyés sur les valeurs universelles promues par la République française pour tenter de discréditer, à travers la littérature, le cinéma et la musique, les politiques dites d'ethnicité, celui d'Ed Naylor revient sur le développement du racisme anti-algérien dans la France des

années 1970. Il montre comment l'agression d'un chauffeur de bus marseillais en août 1973 a mis le feu aux poudres, conduisant à la multiplication des actes racistes dans la cité phocéenne et surtout à l'irruption du racisme et des questions d'immigration dans le débat public. Son analyse se fonde sur les discours de Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille de 1953 à 1986, qui, en cherchant à apaiser la situation, n'a fait que l'amplifier, donnant du grain à moudre à l'extrême droite. N'hésitant pas à affirmer qu'un « seuil de tolérance » a été franchi et à se plaindre du regroupement des familles, Defferre appelle le gouvernement de Pierre Messmer à faire en sorte que la France ne suive pas le modèle américain, dont l'économie dépend du travail des étrangers. En cherchant à comprendre comment le chef du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a pu tenir de tels propos, Ed Naylor souligne que ceux-ci témoignent de l'émergence, dans les années 1970, du problème de l'immigration « racialisée ».

L'exemple marseillais n'est pas uniquement mobilisé pour illustrer le développement de la xénophobie dans la France contemporaine; Marseille fait également, dans cet ouvrage, l'objet d'une étude originale présentée par Mary Ben Bonham: celle-ci livre une analyse détaillée de l'architecture de la Bibliothèque Municipale à Vocation Régionale de Marseille, communément appelée par les Marseillais « l'Alcazar ». Elle montre que la forme du bâtiment témoigne d'une culture méditerranéenne hybride, dont la cité phocéenne se veut une digne représentante, à la fois en raison de sa position géographique et du fait des diverses vagues d'immigration en provenance de pays riverains de la Méditerranée qu'elle connaît depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Pour autant, existe-t-il vraiment une culture méditerranéenne? C'est la question que pose Gérald Arboit dans sa contribution et à laquelle la diplomatie française a bien du mal à répondre. L'auteur s'arrête notamment sur l'action du président Chirac en matière de diplomatie culturelle vis-à-vis des pays de la rive sud: dans une perspective typiquement gaullienne fondée sur « une certaine idée de la France », Chirac a voulu discréditer, *via* les Ateliers méditerranéens lancés en 2006, la théorie du « choc des civilisations » développée par Huntington. Il s'est également servi de l'idée de coopération culturelle entre l'islam et l'Occident comme une réponse aux attentats du 11 septembre 2001. Si les Ateliers ont réussi à produire quelques résultats, cela n'a en revanche pas été le cas des États généraux culturels méditerranéens organisés à Marseille en novembre 2008 dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée: le fait qu'y prennent part l'ensemble des États de l'UE a empêché tout consensus et a surtout ravivé la traditionnelle compétition franco-espagnole sur les questions méditerranéennes.

Un ouvrage consacré à la politique arabe de la France serait incomplet s'il n'abordait pas la question de la guerre d'Algérie, notamment de sa mémoire, voire de ses mémoires. Car, ainsi que l'a parfaitement démontré Benjamin Stora, le passé continue d'empoisonner les relations franco-algériennes. C'est en gardant ce paramètre à l'esprit que Natalya Vince tente une analyse de la mémoire de la guerre d'Algérie. Elle s'appuie notamment sur la polémique qu'a suscité en 2010 le film de Rachid Bouchareb *Hors-la-loi*, soulignant qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle encore, la guerre d'Algérie demeure un « passé qui ne passe pas », pour paraphraser Henry Rousso et Éric Conan à propos du régime de Vichy. Cela conduit Natalya

Vince à analyser la notion de postcolonialisme et à montrer l'omniprésence des références au passé colonial dans la société française actuelle. D'après elle, la théorie postcoloniale a ses limites : nombre de débats et de lois portant sur le colonialisme français et la guerre d'Algérie n'ont rien à voir avec une quelconque conflictualité franco-algérienne mais sont plutôt symptomatiques des problèmes internes à ces deux pays.

Andrea Brazzoduro complète cette analyse par une étude de la mémoire de la guerre d'Algérie telle qu'elle a été vécue par les vétérans français. En s'appuyant avant tout sur un travail d'enquête orale – qui montre les difficultés auxquelles peut être confronté l'historien face à un passé perçu comme douloureux par la personne interrogée –, l'auteur souligne l'omniprésence du thème de la jeunesse dans la bouche des anciens combattants d'Algérie et l'absence quasi-totale des Algériens eux-mêmes. Ces hommes, qui ont une vision franco-française des événements, se considèrent comme les victimes d'une guerre qui, pendant des décennies, n'a pas dit son nom. C'est d'ailleurs parce qu'elle est désormais considérée comme telle par l'État français que ces derniers ont décidé de raconter leur expérience, ce qui n'était pas le cas dans les années 1990. Le procès Papon (1997-1999) fait ici figure de moment-clé en ce qu'il marque le passage du « syndrome de Vichy » au « syndrome algérien ».

Il faut évoquer, pour terminer, le chapitre rédigé par Pascale Caillé, très important parce qu'il soulève une question non négligeable – mais négligée – des relations entre la France et le Maghreb, celle des perceptions. En se fondant sur l'exemple des « Cinémas du Maghreb », Pascale Caillé montre comment les Français utilisent un terme générique pour désigner trois industries cinématographiques différentes qui, au Maroc, en Algérie et en Tunisie, ont pourtant contribué à forger l'identité nationale. L'appellation « Cinémas du Maghreb » est surtout utilisée en France et en Europe pour désigner les films qui soulèvent un certain nombre de thèmes précis, à commencer par celui de la condition des femmes maghrébines. Or, sur ce point aussi il y a confusion, comme le prouve le film de Moufida Tlali, *Les Silences du palais* : là où la réalisatrice met en scène le combat contre le système colonialiste, le public français voit un film sur la lutte des femmes contre l'ordre patriarcal. Lorsque Moufida Tlali réalise son film, dans les années 1990, son pays, la Tunisie, se range parmi les plus avancés du monde arabe en matière de droits des femmes, et ce depuis 1956. Les récents événements suffisent à démontrer une fois encore l'actualité brûlante de ce livre fondamental qui participe de la contextualisation des enjeux politiques, sociaux et humains qui sont aujourd'hui à l'œuvre dans les pays arabes et auxquels la France, si elle veut maintenir son rapport privilégié avec la rive sud, se doit de faire face.

Nicolas BADALASSI

Université Paris-3 Sorbonne Nouvelle